

Europe en faillite, lourds nuages sur la Belgique¹

L'Europe est en pleine tempête économique. Les Bourses et l'euro baissent. Les taux d'intérêt, le prix auquel les États empruntent, montent en flèche. Après la Grèce, l'Irlande a fait aveu de banqueroute. L'Union Européenne et le Fond monétaire international sont désormais à la manœuvre. Le peuple irlandais est prié de payer le prix des errements de ses dirigeants. A leur tour mis sous pression par les spéculateurs, le Portugal et l'Espagne promettent des plans d'austérité toujours plus lourds pour tenter d'amadouer les marchés.

Mais « ceux-ci ne croient pas que l'Irlande, mais aussi l'Espagne et le Portugal soient en mesure de payer leurs créances et les investisseurs craignent de perdre leur mise. Les taux d'intérêt de la dette espagnole sont montés à 5,33%, ceux du Portugal à 7%. Ceux de l'Italie et de la Belgique sont également en hausse (à des niveaux records depuis la création de la monnaie unique. ndlr). La Grèce, qui a bénéficié en mai d'un plan d'aide, peine déjà à s'acquitter de sa dette (...) Impossible de rembourser une dette si la croissance ne part pas. Et sur ce point, les plans de l'UE et du Fonds monétaire international sont muets². »

Les marchés n'ont cure de l'avenir des peuples. Il a suffi que Mme Merkel, la chancelière allemande, évoque une éventuelle participation du secteur financier privé à l'« effort » général pour que les ayatollahs de l'ultralibéralisme poussent les hauts cris. Et cet effort a vite été recalibré. Le président de la Banque centrale européenne Claude Trichet et les Etats de l'Union ont voulu rassurer les agences de notations sur l'implication du secteur privé dans le futur Fonds de secours permanent des pays de la zone euro en grave difficulté budgétaire. Les investisseurs privés, c'est-à-dire des banques et fonds d'investissements qui détiennent des titres de dette des Etats, ne devront pas mettre la main au portefeuille de manière automatique. Cela se fera au cas par cas, en dernier recours, en cas de crise de solvabilité d'un Etat.

Aujourd'hui, même le FMI redoute que l'assèchement des revenus des ménages et des dépenses publiques n'étouffe la croissance promise et creuse les déficits publics.

La Belgique dans le collimateur

Le mal est là et la crainte d'une contagion à la zone euro tout entière est de plus en plus évoquée. On cite l'Italie. On évoque des menaces sur la France. Je voudrais évoquer rapidement la Belgique. Celle-ci est-elle à l'abri ? Elle ne l'est certainement pas d'attaques spéculatives, vu la hauteur de sa dette et de l'état de ses comptes publics plombés par les faiblesses structurelles de son économie et les cadeaux de tous ordres aux grandes entreprises et aux plus nantis. Sans même parler de l'impasse politique actuelle et des incertitudes pour l'avenir qui y sont liées. « A l'exception peut-être de l'Allemagne, il me semble qu'aucune dette souveraine n'est sûre, disait récemment Le Monde citant des investisseurs. Les Etats dits "périphériques" ne sont plus seuls à être malmenés, comme en témoignent les déboires de la Belgique »³.

Il n'y a pas de danger, a toutefois assuré le secrétaire fédéral au Budget, Melchior Wathelet, qui a expliqué que la Belgique respecte « totalement l'effort qui nous est imposé par l'Europe » et reste crédible pour les marchés. Que la Belgique justifie son rôle de bon élève de l'Europe libérale, cela ne fait pas doute. Mais quel sera le prix de l'assujettissement du pays à la Banque centrale européenne et à la haute finance transnationale ? La situation

¹ par MAURICE MAGIS, chargé de communication de l'ACJJ – décembre 2010. Cette analyse a servi de canevas pour une intervention publique au congrès du Parti de la Gauche européenne à Paris.

² « La solidarité, l'unique chemin ». *L'Humanité* du 1er décembre 2010.

³ « Les marchés reconstituent une zone mark en Europe ». *Le Monde* du 2 décembre 2010.

politique ne fait pas qu'entretenir les doutes sur la gouvernabilité du pays. Elle aigüise les arguments des partisans d'une cure d'austérité sans précédent. Qu'un banquier belge a ramassé comme suit : « Ce qui pose problème ? La dette publique, le coût du vieillissement, le dysfonctionnement du marché du travail... ». Les recettes ? « On voit de nombreux pays augmenter leurs taux de TVA, relever l'âge de la retraite, diminuer l'emploi dans le secteur public. Cela fait mal, mais il faut passer par là. »

L'agence de notation Standard & Poor 's a mis son grain de sel, en insistant sur les défis auxquels sera confrontée la nouvelle coalition, notamment les réformes du marché du travail, la sécurité sociale, la santé.... Et a menacé : la notation de la dette belge pourrait évoluer de façon défavorable si l'impasse politique persistante venait réduire la capacité du gouvernement à s'attaquer aux « défis futurs », soit réduite drastiquement les déficits, donc les dépenses publiques d'ici 2013.

Haros sur les Régions

Les entités fédérées, les Régions, et singulièrement la Wallonie, n'échapperaient pas à la moulinette. C'est-à-dire à de nouveaux tours de vis par le biais de la difficile réforme de l'Etat. Johan Vande Lanotte proposerait de ne transférer que 90 % des moyens liés aux compétences qu'il invite à défédéraliser. Les citoyens doivent savoir que « d'importantes coupes sombres » s'annoncent et que « tous les gouvernements » du pays devront s'y atteler, a résumé le socialiste flamand Frank Vandenbroucke. Comme s'il y avait là une fatalité.

Pour leur part, les communistes, en Belgique, ont fait, de longue date, le choix régionaliste, alliant des réformes de structures progressistes et des avancées institutionnelles plus efficaces et plus démocratiques. Il va de soi que nous sommes aussi d'ardents défenseurs des outils de solidarité fédéraux – comprenez nationaux – au premier rang desquels la sécurité sociale aujourd'hui menacée dans ses fondements mêmes. La Belgique paie aussi aujourd'hui le prix de décennies d'arrangements politiques intenable et de régression sociale.

Certes, les partis francophones ont évoqué la nécessité de voir l'ensemble des entités du pays, y compris le fédéral, correctement financées. Mais sans en dire plus. Or, personne, dans les partis candidats au pouvoir ne met en question les dogmes ultralibéraux et chacun semble accepter la nécessité de planifier de lourdes mesures d'austérité pour respecter les normes du pacte de stabilité.

Entre les critères européens qui, au nom de la lutte contre la crise, visent à imposer une cure d'hyperaustérité, et la nécessité d'aboutir coûte que coûte à un accord de gouvernement lourd de menaces pour les outils de solidarité sociale, on voit ainsi se tendre un piège fatal pour les salariés et les allocataires sociaux. Cela, au moment où doit se négocier un nouvel accord interprofessionnel entre les syndicats et le patronat. Et que, comme l'a rappelé le syndicat FGTB, « notre modèle social est de plus en plus mis à mal et fragilisé. » Il est courant de dire chez nous que la Belgique est un pays riche qui compte beaucoup de pauvres. Les inégalités se creusent depuis trente ans, 25 % des pauvres ont pourtant un travail, depuis les années 90 la part des salaires dans le produit intérieur brut est en chute libre, le nombre d'emplois précaires explose, les allocations sociales sont bien plus basses que dans les pays voisins, la fiscalité réelle sur l'impôt des sociétés est au plus bas, à 13,6%, etc.

Forcing patronal

Ce n'est évidemment donc pas un hasard si les organisations patronales du nord comme du sud du pays poussent à la formation rapide d'un gouvernement associant l'ultra libéral et nationaliste flamand Bart De Wever⁴ et les socialistes francophones. Ils espèrent ainsi la mise en place d'une sorte de consensus social facilitant de nouvelles coupes dans les conquêtes du mouvement ouvrier. Au nom de l'Europe, des déficits de l'Etat, d'une régionalisation mal menée, des menaces des spéculateurs, de l'urgence du moment ou de tout cela à la foi... Bref, il y aurait là une manière de donner un accent belge à l'application au sein de l'Union européenne de la philosophie du Fonds monétaire international et de ses plans d'ajustement structurel qui, on le sait, ne pourra

⁴ « Aujourd'hui, la Flandre pense que l'intervention des pouvoirs publics doit être limitée. En Flandre, on veut augmenter l'emploi, activer les chômeurs, baisser la fiscalité, libéraliser des secteurs. Et cette politique, on ne peut pas la suivre en Belgique. Il faut donner ces pouvoirs aux régions », a-t-il répété devant un aréopage de patrons wallons)

conduire qu'à une aggravation de la situation puisque, nous dit-on, les dogmes idéologiques qui ont mené l'Europe au bord du gouffre doivent être encore durcis. Et notre pays participerait ainsi à la guerre idéologique lancée par le capital financier contre les acquis démocratiques.

Pas plus qu'ailleurs, les organisations syndicales ne sont prêtes à accepter l'inacceptable. Pas plus qu'ailleurs, les travailleurs belges ne souhaitent payer une crise qui ruine les solidarités et, dans la foulée, l'idée européenne elle-même. Sortir de la crise par le haut impose de s'émanciper de la lourde tutelle des marchés financiers. Et le temps presse car nos adversaires fortifient leurs positions fragilisant le champ démocratique et rendant ainsi la riposte plus ardue. Je ne reviens pas sur les contraintes de Maastricht et du Pacte de stabilité, mais depuis quelques mois, et là encore au nom de l'urgence du moment, les ayatollahs de l'ultralibéralisme sont à l'offensive pour tenter de rendre les ripostes populaires inopérantes. Ainsi en est-il de cette volonté de soumettre les projets de budgets nationaux aux instances européennes non-élues avec à la clé un système de sanctions « préventives » pour les pays qui « violeraient » les règles budgétaires absurdes édictées par les traités européens.

Lisbonne, caduc

Plus récemment, Mme Merkel a imposé à ses partenaires une révision du traité de Lisbonne, pourtant réputé intouchable, et visant à soumettre à des conditions draconiennes le recours des États au Fonds de secours aux pays en crise qui remplace le défunt Fonds européen de stabilité financière. Le FMI, on le sait, est étroitement associé à l'opération. FMI, dont Dominique Strauss-Kahn, le directeur général, propose de « créer une autorité budgétaire centralisée avec une indépendance politique comparable à celle de la Banque centrale européenne. » Histoire de mettre toujours plus l'Union européenne capitaliste et technocratique à l'abri des interventions populaires. Une chose en tout cas apparaît : ce traité qui sacralise la concurrence forcenée, pas plus que les précédents, ne constitue une protection contre les offensives des spéculateurs et n'en avait certainement pas l'ambition. Comme l'a écrit le quotidien espagnol *El País*, « Cette crise a révélé que le traité était caduc d'entrée de jeu. Après une décennie de succès apparents, nous découvrons avec effroi que l'Europe n'est pas armée pour défendre sa monnaie. » Et certains europhiles découvrent la lune. Comme Jacques Delors, l'ancien président de la Commission européenne: « L'Union économique et monétaire a été victime du capitalisme financier et d'une défaillance provoquée par l'irresponsabilité de nos dirigeants (...) Aujourd'hui, les marchés nous avertissent que si nous ne réduisons pas notre déficit, ils vont nous attaquer. Mais comme les politiques de réduction des déficits provoquent une baisse de la croissance, ils nous disent ensuite : 'Nous allons vous attaquer parce que votre croissance n'est pas suffisante'⁵. » Cette Europe-là est en faillite.

Je ne m'attarderai pas ici sur la relance du « conseil économique transatlantique » censé aboutir d'ici quelques années à un seul marché unique euro-nord-américain, fatal sans doute pour les législations et réglementations qui entravent l'activité des multinationales, tant dans le domaine social que sanitaire, éducatif ou environnemental, en matière de droit du travail ou de services publics.

Pour une alternative politique

Il s'agit de refuser des médicaments qui seraient pires que la maladie. Le Parti communiste Wallonie-Bruxelles dénonce les scandaleux projets qui visent à financer le sauvetage du système financier par les victimes, les plus modestes, de ce système. Il s'agirait, au contraire, de mettre la grande finance à contribution, par exemple en taxant les mouvements de capitaux. Ce sont de telles réorientations que réclament les luttes qui se multiplient aux quatre coins du continent. Cela d'autant plus qu'aucun banquier, aucun spéculateur, aucun trafiquant n'a été mis en cause par les responsables politiques. Du moins, aucune conclusion n'a-t-elle été tirée de leurs responsabilités dans la situation actuelle. Au contraire, les agences de notations privées se font du gras sur la catastrophe qu'elles ont cautionnée. Avec cette dangereuse conséquence que les États -la « puissance » publique- perdent toute légitimité, surtout quand ils imposent des trains de mesures antisociales unanimement reconnues comme injustes.

⁵ « Traité de Lisbonne, un an et déjà trop vieux ». *El País*, le 2 décembre 2010.

Les mobilisations dans les pays européens sont impressionnantes. Mais, comme le relève la « feuille de route pour une Europe sociale » proposée par le congrès du Parti de la gauche européenne, nous sommes face à « un risque grave d'étranglement de la démocratie », d'accentuation de la crise de légitimité de l'Union européenne, « un risque croissant pour un 'vivre ensemble' pacifique des peuples ». Reste donc l'essentiel si l'on ne veut pas que, proliférant sur les ruines de la démocratie, les courants populistes et xénophobes n'apparaissent toujours plus comme le seul recours possible. La gauche européenne doit plus que jamais relever le défi de l'alternative politique. Une alternative à construire sans a priori, sans sectarisme, avec tous les acteurs sociaux, associatifs, syndicaux, cela dans chaque pays et à l'échelle de l'UE.

Quelle reprise ?

La croissance attendue en 2011 et 2012 sera insuffisante pour résorber le chômage aggravé par la crise, estime un rapport de l'ONU. Celle-ci mise sur une croissance mondiale limitée à 3,1 % en 2011 et 3,5 % en 2012, mais les perspectives « demeurent incertaines et entourées de risques sérieux de baisse. »

« L'esprit de coopération entre les grandes puissances économiques s'estompe » devenant « une source de turbulence et d'incertitude sur les marchés financiers ».

Une récession en "double creux" (en deux temps) menace en Europe, au Japon et aux Etats-Unis, indique le rapport., selon lequel davantage de stimulants fiscaux seront nécessaires pour relancer la reprise.

Une croissance du PIB de 2,6 % en 2010 est attendue aux Etats-Unis. Celle-ci va ralentir à 2,2 % en 2011 avant de se reprendre un peu à 2,8 % en 2012, selon les prévisions de l'ONU. Pour l'Europe, si l'on table sur la poursuite de la reprise en Allemagne, la croissance stagnerait virtuellement, à 1,3 % en 2011 et 1,9 % en 2012 après 1,6 % en 2010. Mais certains pays européens connaîtront une croissance plus maigre, en particulier ceux où une cure d'austérité fiscale et un taux élevé de chômage assèchent la demande intérieure.